

La toile d'araignée identitaire en Europe

Par Pierre Hillard, auteur de *Minorités et régionalismes dans l'Europe Fédérale des Régions : Enquête sur le plan allemand qui va bouleverser l'Europe*, Francois-Xavier De Guibert, 2004. Pierre Hillard a fait des études d'histoire, de sciences politiques et d'études stratégiques. Il enseigne l'histoire-géographie. Il a signé des articles dans les médias suivants : *Le Figaro*, *Géostratégiques*, *Conflicts Actuels*, *Intelligence et Sécurité*, *Balkans-Infos*.

Les prémices annonciateurs de la fragmentation de l'Europe se précisent. Dans B.I n°66, nous avons eu l'occasion de présenter une carte réalisée par le Parti Démocratique des Peuples d'Europe – Alliance Libre Européenne (PDPE-ALE)¹. Les partis indépendantistes présentés ne concernaient que les pays de l'Union européenne à Quinze. Déjà certains accèdent à une gloire toute nouvelle en décrochant la gestion de la politique régionale. C'est le cas de l'ERC (*Esquerra Republicana de Catalunya*) de Josep Lluís Carod Rovira, parti indépendantiste catalan qui seconde les socialistes du président de région Pasqual Maragall. Cependant, ces partis indépendantistes auraient une action limitée si les structures politiques naissantes de l'Union européenne (UE) ne leur étaient aussi favorables. Or tout concourt dans les textes fondateurs de la construction européenne à donner une ampleur certaine aux revendications ethno-régionalistes. Le droit européen primant sur le droit national, les représentants politiques régionaux se sentent pousser des ailes pour faire entendre leurs revendications à Bruxelles. Le poids de ces partis les conduit à former des alliances politiques qui font basculer les régions en leur faveur.

Les exigences catalanes

L'exemple espagnol lors des élections de décembre 2003 est particulièrement révélateur. Le parti socialiste catalan n'a pu arriver au pouvoir qu'en raison de l'appui intéressé et déterminant de l'ERC. Cet appui a contraint le président socialiste Pasqual Maragall de la région Catalogne à des accommodements atteignant le sommet de l'Etat espagnol. Ainsi, Pasqual Maragall a su rappeler aux barons du socialisme madrilène qu'en mars 2004 sur onze millions de voix pour le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), un

¹ Voir carte ci-jointe réalisée en 1997

million et demi étaient catalanes. Par conséquent, le gouvernement Zapatero du PSOE est dans l'obligation, pour se maintenir au pouvoir, de ménager la représentation politique catalane. Finalement, le suffrage universel se colore d'une vision ethnique et linguistique qui mine la démocratie espagnole. Le phénomène n'en est qu'à son début et, tout naturellement, le principe du vote identitaire se développera dans la péninsule ibérique. Il ira aussi croissant partout en Europe sans oublier qu'il se doublera des inévitables revendications (religieuses, linguistiques, voire territoriales) de populations extra-européennes.

Le président de l'ERC, Josep Lluís Carod Rovira, sait « gentiment » rappeler aux dirigeants socialistes que *« Nous avons voté l'investiture de José Luis Zapatero, mais ce n'est pas un chèque en blanc ! Le PSOE a l'opportunité de montrer que le gouvernement espagnol a un projet d'Etat qui n'est pas celui de la droite. On espère qu'il sera multilingue, multiculturel, multinational et fédéral (...), sinon l'option indépendantiste catalane va aller croissant »*.

Ce n'est sûrement pas l'effet du hasard si José Luis Zapatero reconnaît comme nécessaire le besoin de redéfinir « l'architecture » de l'Etat espagnol. Un des premiers effets de ce remodelage devrait être la traduction en langue basque, catalane et galicienne de la constitution européenne. Pour ces régionalistes, en particulier catalans, cette traduction est justifiée. Si des Estoniens, des Maltais ou des Danois numériquement moindres ont leurs propres versions, pourquoi « discriminer » les Catalans fort de leurs six millions et demi d'habitants.

Les revendications basques

Un autre incendie promet de se prolonger bien au-delà de la période estivale ; c'est le Pays basque espagnol. En effet, le président du Pays basque, Juan José Ibarretxe, souhaite que sa région soit librement associée à l'Espagne avec une délégation nouvelle de pouvoirs (administratifs, judiciaires, droit à l'autodétermination, ...) ainsi qu'une reconnaissance de la nationalité basque. A cela, le Pays basque devrait même obtenir, selon ses défenseurs, une représentation directe à tous les niveaux des instances européennes (cf. B.I n°83). Le débat politique doit commencer dès l'automne 2004 (plan Ibarretxe)². Dans cette affaire, le gouvernement basque est composé des partis politiques suivants : PNV (Parti Nationaliste Basque, membre de l'Alliance Libre Européenne), Eusko Alkartasuna (membre de l'Alliance Libre Européenne) et Ezker Batua-Izquierda Unida (Gauche Unie). Les passions identitaires

² L'intégralité du plan Ibarretxe est disponible sur : www.nuevoestatutodeeuskadi.net/docs/estatuvasco_fr.pdf

ne sont donc pas prêtes de s'éteindre surtout quand elles sont excitées de l'extérieur. Comme nous avons eu l'occasion de l'écrire, ces élans s'expliquent en raison du caractère favorable à la cause ethno-régionaliste des instances bruxelloises, mais aussi en raison des activités de troupes d'avant-gardes accueillant en leur sein ces partis indépendantistes permettant ainsi l'accélération de la fragmentation européenne. Le rôle grandissant et corrosif de l'Alliance Libre Européenne (ALE) dirigée depuis juillet 2004 par Ian Hughton (membre du *Scottish National Party*, SNP) alliée aux Verts (Verts/Alliance Libre Européenne : co-présidents Monica Frassoni et Daniel Cohn-Bendit) est particulièrement significatif.

L'alliance Verts/ALE

La plupart des partis politiques européens comme le PSE (Parti Socialiste Européen) et le PPE (Parti Populaire Européen) est acquise au principe du super Etat ainsi qu'à la délégation croissante de pouvoirs politiques aux régions. Mais pareil au leurre que l'on utilise pour les courses de lévriers, l'ALE joue un rôle d'entraînement car elle est à la pointe du combat. En mars 2004, ce parti politique a pris un nouvel essor en instaurant une association renforcée entre les différents mouvements indépendantistes régionaux. Ne s'appelant plus PDPE-ALE mais uniquement ALE (Alliance Libre Européenne), trente partis politiques ont signé à Barcelone la déclaration donnant naissance à ce parti politique européen. Un manifeste électoral, « Vers une Europe de la diversité », a aussi été adopté³. Les dossiers prioritaires pour l'ALE sont : le combat en faveur d'une bicaméralisation, composée du Parlement européen (directement élu par les citoyens européens) et du Conseil ou Sénat (composé des représentants des entités territoriales autonomes), la reconnaissance de toutes les langues européennes, le transfert « *aux autorités décentralisées du contrôle et de la gestion des Fonds structurels* », « *la liberté de mettre en place une coopération interrégionale et transfrontalière en dehors de toute ingérence des Etats. Développement des eurorégions (régions européennes transcendant les frontières des Etats membres)* », le refus de toute discrimination fondée sur l'origine ethnique, religieuse, sexuelle (ndlr : conformément aux articles 21 et 22 de la charte des droits fondamentaux) et l'instauration d'une politique étrangère commune pour l'Europe.

Ces « Tables de la Loi » sont amenées à peser lourd dans le paysage politique européen en raison de l'alliance entre ces partis régionalistes indépendants et les Verts. Ces derniers ont

³ www.greens-efa.org/pdf/documents/EFAnewsletter/EFAnewsBarcelonaSpring2004.pdf

été les premiers à fonder en février 2004 « un parti Vert européen » à Rome réunissant sous un toit unique toutes les mouvances vertes des Etats de l'Union. Les Verts d'outre-Rhin, les plus puissants d'Europe, véhiculent une pensée politique imprégnant désormais ce nouveau parti européen qui a bénéficié lors de son lancement de l'adoubement du ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, Joschka Fischer. Le journaliste Konrad Schuller de la Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung s'est fendu d'un article consacré à la naissance de ce parti vert européen avec un titre sans nuances mais juste : « *Sous direction allemande, les Verts du Continent* » (*Unter deutscher Führung, die Grünen des Kontinents*, 22.02.2004). Il est vrai que les principes défendus par les Verts/ALE correspondent aux documents germano-européens qui structurent de plus en plus l'Union. L'influence de ce parti est d'autant plus grande qu'on assiste à une multiplication des régions européennes se ralliant à la bannière de l'ALE ainsi qu'au rôle déterminant d'organismes travaillant au service du ministère de l'Intérieur allemand (BMI, *Bundesministerium des Innern*) comme l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes (UFCE) et l'*European Center for Minorities Issues* (ECMI). Ainsi, de proche en proche, les thèmes chers à la spiritualité politique allemande comme la régionalisation et la reconnaissance du phénomène identitaire rentrent de plus en plus dans le débat politique des Etats de l'Union.

La nouvelle carte de l'Europe

Avant d'avancer plus loin dans l'entrelacs identitaire, nous devons comparer l'évolution de ce phénomène avec la carte ci-jointe des Verts/Alliance Libre Européenne, élaborée au printemps 2004⁴, avec celle de 1997 (cf. B.I n°66). En partant d'Ouest vers l'Est, on constate que l'Espagne est fragmentée en trois régions supplémentaires par les Verts/ALE (l'Andalousie, l'Aragon et les Iles baléares). Des régions italiennes comme la Vénétie et l'Emilie-Romagne ont, elles aussi, adhéré à ce parti. Cette nouveauté italienne est d'autant plus importante que ces régions appartiennent déjà à la communauté de travail Alpen-Adria, fille de l'institut germano-européen l'ARFE (Association des Régions Frontalières

⁴ Membres des Verts/Alliance Libre Européenne en 2004: Bloque Nacionalista Galego (BNG), Chunta Aragonesista, Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), Eusko Alkartasuna (EA), Fryske Nasjonale Partij, Liberta Emiliana-Nazione Emilia, Liga Fronte Veneto, Ligue savoisienne, Lithuanian Polish People's Party, Mebbyon Kernow, Mouvement Région Savoie, Partei der Deutschsprachigen Belgier, Partido Andalucista, Parti Occitan, Partito Sardo d'Azione, Partitu di a Nazione Corsa, Plaid Cymru (Party of Wales), Rainbow-Vinozhito, Scottish National Party (SNP), Silesian Autonomy Movement, Slovenska Skupnost Spirit, Union démocratique bretonne, Union du peuple alsacien, Union für Südtirol, Union Valdôtaine, Unitat Catalana.

Observateurs: Hungarian Federalist Party, Moravian Democratic Party, Partido Nacionalista Vasco, Parti Socialista de Mallorca i Menorca-Entesa Nacionalista, Transilvanian Party.

Européennes, cf. B.I n°55). L'Alsace-Lorraine, étonnement intégrée au corps germanique (carte de 1997), se trouve détachée, formant une entité à part comme une sorte de terre d'Empire (*Reichsland*) d'avant 1914. Le phénomène est inverse pour la Savoie (rattachée à la France en 1997 mais détachée en 2004). Mais c'est l'Europe centrale qui connaît les plus grandes modifications. Avec l'élargissement à 25 depuis le 1^{er} mai 2004, on assiste à une fragmentation des Etats européens sur la façade orientale de l'Allemagne. Le sud de la Lituanie avec sa minorité polonaise, la Silésie, la Moravie, le territoire sud le long de la Slovaquie, le Banat de Serbie, la Transylvanie roumaine (ces trois dernières régions sont à forte majorité hongroise)⁵ et la Macédoine grecque (avec débouché sur la mer avec Salonique, port qui a connu et connaît tant de trafics) ont rallié les Verts/ALE. Même si une frontière d'Etat continue à exister entre l'Albanie et le Kosovo, la carte de 2004 présente cependant ces deux territoires avec la même couleur bleue. Ceci n'est sûrement pas dû à un manque de couleur. Ainsi, de part et d'autre des frontières occidentales et orientales de l'Allemagne ou, plus exactement, du corps germanophone, les Etats de l'UE se fissurent, se craquèlent. Une multitude de nains régionaux entoure l'entité du centre de l'Europe qui, elle, ne bouge pas.

Le ralliement aux Verts/ALE, les caractéristiques et les objectifs de ces régions d'Europe centrale sont particulièrement bien résumés par Bartłomiej Swiderek, membre du bureau exécutif et responsable des affaires internationales du mouvement autonomiste silésien : « *La Silésie, ou plus précisément la Haute-Silésie où le Mouvement Autonomiste Silésien est politiquement actif, est considérée comme une « Région-Nation » située entre la Pologne, l'Allemagne et la Bohême. Il ne s'agit pas d'une nation au sens strict du terme, mais d'un mélange de composantes linguistiques, culturelles et identitaires, que ces éléments soient germaniques, polonais, tchèques ou seulement silésiens (...). La principale revendication du Mouvement Autonomiste Silésien est l'autonomie politique, fiscale et culturelle de la Silésie au sein d'une large communauté européenne de régions. Une telle autonomie devrait être calquée sur le modèle catalan ou plus généralement sur le système des Länder allemands ou autrichiens. En tant que mouvement fédéraliste, le Mouvement Autonomiste Silésien veut voir la Pologne se transformer en fédération de régions capables de jouer un rôle significatif au sein d'une Europe décentralisée (...). Nous sommes très actifs dans le domaine de la coopération inter-régionale avec des mouvements et partis politiques analogues à travers l'Europe, en particulier avec ceux qui appartiennent au parti de l'Alliance Libre Européenne des Peuples d'Europe. Nous tissons avec prudence des liens avec d'autres mouvements, ce*

⁵ On peut constater que ces trois ensembles correspondent aux frontières de la grande Hongrie durant la seconde guerre mondiale.

qui signifie que nous coopérons seulement avec les partis politiques qui sont pleinement démocratiques, qui s'abstiennent de violence et ne représentent pas une position extrémiste. Au titre de nos partenaires, nous comptons ainsi la Ligue savoisienne, le Parti Nationaliste Basque (PNV) et Solidarité Basque (Eusko Alkartasuna), le Plaid Cymru gallois ou le Parti Démocratique Morave. Comme l'Union européenne s'engage avec beaucoup d'enthousiasme dans les affaires régionales, nous considérons que cette structure est l'une de celles qui nous permettront de réaliser notre objectif : une Silésie autonome au sein d'une Europe des régions (...) ».

Les principes défendus par ce Mouvement Autonomiste Silésien prennent une toute autre couleur au sein d'un parti européen comme les Verts/ALE qui amplifient ces revendications. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que cette représentation silésienne a une représentation en Pologne (Rybnik) et à Bruxelles (ce qui est normal), mais aussi en Allemagne (à Bensheim) et aux ... Etats-Unis (à Clearwater). Cependant, derrière les structures des Verts/ALE et en liaison avec elle, prolifère une multitude d'instituts qui permettent les échanges et une politique commune entre tous ces mouvements régionalistes. Il n'est pas possible d'évoquer les multiples rencontres et colloques qui réunissent dans un front commun les partisans d'une Europe tribale. Toutefois, nous citerons quelques exemples décrivant la toile identitaire et le rôle significatif de l'Allemagne dans cette affaire.

Le rôle de l'Allemagne

Le 49^e Congrès de l'UFCE a eu lieu du 20 au 22 mai 2004 en Pologne au château de Kamien Slaski. Un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur allemand, Detlev Rein (successeur de Rolf Gossmann)⁶, encadrait cette réunion où se pressait l'intelligentsia identitaire. L'équipe dirigeante de l'UFCE est internationale : suisse, croate, danoise ... Mais nous pouvons relever que cette équipe dirigeante de l'UFCE a un représentant britannique ou, plus exactement, cornouallais en la personne de Nigel Hicks (membre du *Cornish Stannary Parliament*). La collusion entre les Verts/ALE et l'UFCE se révèle en particulier avec la présence du *Rainbow party* (parti macédonien de Grèce)⁷ qui est membre adhérent de ces deux entités. Lors du congrès de l'ALE et du *Rainbow party* le 30 mai 2004 à Thessalonique, un des vices-présidents de l'UFCE, Bela Tonkovic, y participait au côté de Georg Nakratzas,

⁶ www.fuen.org/pages/deutsch/d_5a_2002.html, *Pressemitteilung 2004 - 29*

⁷ Voir aussi B.I n°60 : discours de Bujar Ibishi, représentant albanais de Macédoine et président de l'ADI (*Association for Democratic Initiatives*) lors du congrès de l'UFCE en 2001 au Pays-Bas à Heerenveen.

conseiller aux affaires balkaniques de l'Alliance Libre Européenne. Les liens transversaux se multiplient avec d'autres instituts qui entretiennent des liens avec le ministère de l'Intérieur allemand via l'UFCE. Ainsi, lors de son congrès en 1998 à Prague, l'UFCE accueillait Bojan Brezigar, président du *Bureau for Lesser Used Languages* (EBLUL). Or le vice-président de l'EBLUL, Jean-Luc Fauconnier, a participé à la conférence organisée par Eurig Wyn (député gallois du Plaid Cymru au sein de l'ALE) le 13 octobre 2003 afin de discuter de la création d'une Agence européenne pour la diversité linguistique. A côté de ces dirigeants, se pressaient le dirigeant galicien du *Bloque Nacionalista Galego* (BNG) adhérent à l'Alliance Libre Européenne, Camilo Nogueira, un haut fonctionnaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), John Packer, dont nous retrouvons la présence lors du congrès de l'UFCE à Bozen en 2003 ou encore François Grin, membre de l'équipe dirigeante de l'ECMI. Cet institut qui travaille en liaison avec le ministère de l'Intérieur allemand (un des fondateurs de l'ECMI est Manfred Carstens, haut fonctionnaire au BMI) entretient lui aussi des liens étroits avec l'UFCE. Les représentants de l'ECMI, son directeur Marc Weller, et l'équipe dirigeante de l'UFCE se sont rencontrés le 31 mars 2004 afin de définir et de répartir les tâches entre les deux instituts. Tous ces contacts et échanges sur la question identitaire ont pris un tour certain avec la réalisation d'un programme intitulé *Déclaration de Bozen* le 1^{er} mai 2004 sous l'égide de l'EURAC (*European Academie*, Académie Européenne de Bozen fondée en 1992 à l'initiative du Sud-Tyrol).

La promotion identitaire

Suite à un colloque tenu dans cette ville les 30 et 31 janvier 2004 où plus de 90 ONG, experts et politiques se pressaient, plusieurs objectifs ont été définis. Ainsi, l'accélération de la promotion identitaire dans toute l'Europe doit être améliorée grâce à la coopération entre le Conseil de l'Europe, l'OSCE et l'Union européenne. Par ailleurs, la protection des minorités doit devenir un des critères de l'Union européenne validant le respect des droits de l'homme par les différents Etats membres. Les signataires de cette *Déclaration de Bozen* sont entre autres : Bojan Brezigar (président de l'EBLUL), Michl Ebner, député italien germanophone au Parti Populaire Européen (PPE) à l'origine de l'adoption de la résolution en faveur des langues minoritaires et régionales et de la diversité linguistique (Commission de la culture, septembre 2003). Or c'est le même Michl Ebner que nous retrouvons lors du congrès de l'UFCE à Bozen en 2003 à côté d'ailleurs du secrétaire général de l'EBLUL, Markus Warasin. A cette liste de signataires, nous retrouvons John Packer (OSCE), Marc Weller

(directeur de l'ECMI), Joseph Marko proche de l'UFCE, collaborateur à la revue *Europa Ethnica* et membre du comité consultatif de la convention-cadre pour la protection des minorités (pour l'année 1999) et Gabriel von Toggenburg, membre actif de l'EURAC et dont nous retrouvons la participation au congrès de l'UFCE au congrès de Bozen en 2003. En plus de cette *Déclaration de Bozen*, un ouvrage intitulé *Minority protection and the enlarged European Union* a vu le jour. Parmi les nombreux rédacteurs de ce livre, nous trouvons en plus de certains noms cités ci-dessus la participation de Rainer Hoffmann, président du comité consultatif en charge de vérifier la bonne application de la convention-cadre pour la protection des minorités (mais aussi membre de l'équipe dirigeante de l'ECMI) et un des éditeurs de la revue *Europa Ethnica* proche de l'UFCE. Ce dernier personnage entretient un lien direct avec le gouvernement allemand. Rappelant la mission de Rainer Hoffmann, le ministère des Affaires étrangères allemand a rappelé clairement les origines de sa nomination : « *Le président actuel du Comité* (ndlr : de la convention-cadre pour la protection des minorités) *est un professeur de droit envoyé par le gouvernement fédéral (Professeur Dr. Rainer Hoffmann, Université de Kiel) »*⁸.

Tous les travaux que nous relevons, connaissent une approbation et une application au plus haut sommet des instances européennes. En effet, même si l'EURAC remplit une fonction essentielle, une section spéciale de cet institut de Bozen s'occupe du processus d'intégration européenne en liaison avec la protection des minorités. C'est sous l'égide du PECEDE (*Platform for an Enriching Culturally and Ethnically Diverse Europe*) créé, outre par l'EURAC, par la Commission européenne et l'*Open Society Institute* (OSI, institut mondialiste) que s'élaborent les mesures identitaires. La portée de ces initiatives est complète lorsque l'on sait que l'ECMI, l'UFCE ou encore l'Académie Européenne de Bozen travaillent au sein du Conseil de l'Europe, en particulier dans la section consacrée à la bonne application de la convention-cadre pour la protection des minorités. L'influence anglo-saxonne n'est pas à négliger puisque nous devons ajouter à ces instituts susmentionnés la participation du *Minority Rights Group International* (Londres) et du *Project on Ethnic Relations* (PER, Princeton, Etats-Unis). La présence du PER au sein des instances européennes fondée en 1991 et qui a pour mission de prévenir les conflits ethniques en Europe centrale et orientale, dans les Balkans et en Russie révèle aussi l'influence très intéressée des Etats-Unis. De nombreux organismes américains apportent leurs soutiens au PER. Doit-on s'étonner si on y trouve la

⁸ www.auswaertiges-amt.de/www/de/aussenpolitik/menschenrechte/mr_inhalte_ziele/mrb6/teil_a/9/9_6.html
Le comité consultatif en charge de vérifier la bonne application de la convention-cadre pour la protection des minorités a été remanié. Depuis juin 2004, Rainer Hoffmann n'est plus président.

Carnegie Corporation de New York, le *US Department of State*, le *Rockefeller Brothers Fund*, la *Ford Foundation* ou le *German Marshall Fund* (cf. B.I n°88) pour ne citer que ces quelques organismes de soutien.

Comme on peut le constater, la toile identitaire est vaste. En tout cas, l'abondance des textes et l'importance de leurs concepteurs placés à des secteurs clefs nous permettent d'affirmer que le processus de fragmentation de l'Europe ne peut que s'accélérer. Le SNP (membre des Verts/ALE) a déjà présenté le 16 septembre 2002 un projet de constitution écrite dans le cadre d'une Ecosse indépendante intitulé *A Constitution for a Free Scotland*⁹. Les propos de John Swinney, dirigeant du *Scottish National Party* (SNP) affirmant en 2003 que l'Ecosse serait indépendante pour 2007¹⁰ sont révélateurs de l'optimisme qui règne parmi ces mouvements régionalistes. Que cela soit réalité ou simples vœux un peu précipités de la part de ce dirigeant écossais, de tels propos manifestent la vigueur et l'ambition du SNP comme aussi de l'ensemble de ces partis régionalistes indépendantistes en Europe. Les dirigeants Verts/ALE sont donc appelés à être dans l'avenir de plus en plus satisfaits de la tournure des événements sur le vieux continent. Mais ne voient-ils donc pas qu'ils ouvrent en vérité une boîte de Pandore où instabilités, guerres et affaiblissement de l'Europe en général prendront de plus en plus les traits d'un immense chaos du type yougoslave ?

Pierre Hillard

B.I n°91, septembre 2004 (www.b-i-infos.com)

Pierre Hillard est l'auteur de « Minorités et régionalismes dans l'Europe fédérale des régions » aux éditions François-Xavier de Guibert, 4^e édition augmentée.

Un deuxième ouvrage paraîtra dans la deuxième quinzaine d'octobre 2004, toujours chez le même éditeur, intitulé « De l'union euro-atlantique à l'Etat mondial ».

⁹ www.greens.efa.org/pdf/documents/EFAnewsletter/EFAnewsSept-Oct2002.pdf, p. 6

¹⁰ www.greens.efa.org/pdf/documents/EFAnewsletter/EFAnewsMarch-April2003.pdf, p. 12